



AFRIQUE - Deux Evêques demandent « davantage de transparence financière » à l'Union européenne

Rome (Agence Fides) – « Le défi visant à mettre en œuvre les réformes structurelles nécessaires pour combattre l'évasion fiscale et l'opacité du système financier est urgent » affirme dans une Lettre ouverte Leurs Excellences NN.SS. Gabriel Mbilingi, Archevêque de Lubango et Président de la Conférence épiscopale d'Angola et de Sao Tomé par ailleurs Vice-président du SECAM (Symposium des Conférences épiscopale d'Afrique et de Madagascar) et Ludwig Schwarz, Evêque de Linz (Autriche). Le document en question a été publié à l'occasion de la réunion, le 22 mai prochain à Bruxelles, du Conseil de l'Union européenne dédié entre autre à une taxation plus juste et à la lutte contre l'évasion fiscale. La Lettre ouverte, envoyée à l'Agence Fides, insiste sur le fait que, « chaque année, les pays du monde entier perdent des milliards d'entrées potentielles avec une moyenne annuelle allant de 725 à 810 milliards s'agissant des fonds qui quittent illégalement les pays en voie de développement ». Rappelant les engagements pris précédemment par le Conseil de l'Union européenne en matière de lutte contre le transfert illicite d'actifs financiers d'un pays à l'autre, les deux Evêques souhaitent que soient adoptées des mesures concrètes dans ce domaine. Parmi elles, sont citées : la création d'un standard international en vue de l'échange automatique d'informations financières y compris hors de l'UE, la création de registres bancaires nationaux et régionaux facilement accessibles aux autorités fiscales et judiciaires, l'imposition de normes rigides en matière de transparence aux sociétés qui reçoivent des aides ou bénéficient de contrats publics et le renforcement des normes en matière de fraude fiscale et de flux financiers illégaux. (L.M.) (Agence Fides 20/05/2013)